



DEPARTMENT OF THE TREASURY



DEPARTMENT OF STATE  
WASHINGTON, D.C. 20520



DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY

## Avis relatif aux sanctions et mesures d'application visant la Corée du Nord

**Date de publication :** 23 juillet 2018

**Titre :** Risques pour les entreprises ayant des liens avec la Corée du Nord dans leurs chaînes d'approvisionnement

Le département d'État des États-Unis, avec le Bureau de contrôle des actifs étrangers (OFAC) du département du Trésor, le service des Douanes et de la protection des frontières (CBP) et le service d'immigration et des douanes des États-Unis (ICE) du département de la Sécurité intérieure des États-Unis (DHS), émet cet avis pour attirer l'attention sur les tactiques d'évitement de sanctions utilisées par la Corée du Nord susceptibles de rendre des entreprises – notamment des fabricants, acheteurs et prestataires de services – passibles de sanctions pour non-respect de leur obligations de la part des autorités chargées des sanctions aux États-Unis et au sein des Nations Unies. Cet avis vise également à aider les entreprises à respecter les conditions énoncées au Titre III de la loi CAATSA ([Countering America's Adversaries Through Sanctions Act](#)) [Lutte contre les adversaires des États-Unis par le biais de sanctions] relatif à la modernisation et aux sanctions contre la Corée du Nord. Il convient également que les entreprises soient conscientes des pratiques trompeuses utilisées par la Corée du Nord afin de mettre en place des procédures, des mesures de contrôle interne et des politiques de diligence raisonnable efficaces permettant d'assurer la conformité avec les conditions juridiques applicables dans l'ensemble de leur chaînes d'approvisionnement.

De nombreuses sanctions prononcées par les États-Unis et les Nations Unies imposent des restrictions aux échanges commerciaux avec la Corée du Nord et à l'utilisation de main d'œuvre nord-coréenne<sup>1</sup>. Les deux risques principaux sont : (1) l'approvisionnement par inadvertance en marchandises, services ou technologie provenant de Corée du Nord ; et (2) la présence de citoyens ou de ressortissants de Corée du Nord dans les chaînes d'approvisionnement des entreprises, dont le travail génère un revenu pour le gouvernement nord-coréen. Ce document fournit également des références en matière de diligence raisonnable à l'intention des entreprises.

Le système de travail forcé instauré par la Corée du Nord opère tant à l'échelle nationale qu'internationale. En Corée du Nord, la plupart des ouvriers travaillent entre 12 et 16 heures par jour (et parfois jusqu'à 20 heures par jour) avec seulement une ou deux journées de repos par mois, à des postes qui leur ont été assignés par le gouvernement nord-coréen. En dehors de la Corée du Nord, les ouvriers nord-coréens exerçant un travail rémunéré se répartissent en deux grandes catégories : (1) les ouvriers nord-coréens à l'étranger, dont les tâches premières sont organisées, gérées et supervisées par le gouvernement nord-coréen et qui produisent un revenu

---

<sup>1</sup> Voir l'Annexe 1 pour une description plus détaillée des interdictions à l'encontre de la Corée du Nord passibles de sanctions qui concernent les chaînes d'approvisionnement.

au bénéfice de ce dernier ; et (2) les Nord-Coréens qui ont fui la Corée du Nord, dont les réfugiés et les demandeurs d'asile qui vivent et travaillent en dehors de la Corée du Nord, et touchent un salaire pour subvenir à leurs besoins à titre personnel.

Le gouvernement des États-Unis concentre ses efforts de déstabilisation sur des citoyens ou ressortissants nord-coréens dont le travail est une source de revenu pour le gouvernement nord-coréen. Dans la plupart des cas, les employeurs versent des salaires directement au gouvernement de Corée du Nord, qui prélève entre 70 et 90 % des recettes totales. Le gouvernement nord-coréen gagnerait plusieurs centaines de millions de dollars des États-Unis chaque année grâce à l'exportation de main d'œuvre. Ces versements financent les programmes d'armes de destruction massive (ADM) et de missiles balistiques menés par le gouvernement de Corée du Nord. Employer des citoyens ou ressortissants nord-coréens comme ouvriers dans des chaînes d'approvisionnement peut déclencher des sanctions de la part des États-Unis. De plus, la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité des Nations Unies interdit de délivrer des permis de travail à ces ressortissants de Corée du Nord

Le gouvernement des États-Unis ne cherche pas à entraver les efforts que font les réfugiés et demandeurs d'asile nord-coréens qui résident et travaillent à l'extérieur de leur pays pour gagner de l'argent et subvenir à leurs besoins à titre personnel. Les personnes d'origine nord-coréenne qui obtiennent la nationalité sud-coréenne ou toute autre nationalité ne sont plus considérées comme citoyens ou ressortissants nord-coréens dans le cadre de la section 321 (b) de la [CAATSA](#).

#### **I. Risque accru de biens, services et technologies ayant un lien avec la Corée du Nord et indicateurs potentiels**

- **Sociétés de sous-traitance / d'expédition** : Des fournisseurs d'un pays tiers délèguent le travail de fabrication ou de sous-traitance à des usines nord-coréennes sans en informer le client ou toute autre partie concernée. Par exemple, une usine chinoise sous-traite une société nord-coréenne pour effectuer des détails de broderie sur une commande de vêtements.
- **Étiquetage incorrect de biens, services ou technologies** : Des exportateurs nord-coréens dissimulent l'origine de biens produits en Corée du Nord en y apposant des étiquettes identifiant un pays tiers. Par exemple, des fruits de mer nord-coréens sont introduits en contrebande dans des pays tiers où ils sont transformés, emballés et vendus sans indication de l'origine nord-coréenne. Dans certains cas, des vêtements fabriqués en Corée du Nord sont étiquetés comme étant « fabriqués en Chine ».
- **Coentreprises** : Des sociétés nord-coréennes ont créé des centaines de coentreprises avec des partenaires en Chine et dans d'autres pays dans divers secteurs, notamment la confection, le bâtiment, les petits appareils électroniques, l'hôtellerie, les minéraux, les métaux précieux, les fruits de mer et le textile. L'Annexe 2 liste les coentreprises nord-coréennes connues.

- **Matières premières ou biens fournis à des prix artificiellement bas :** Les exportateurs nord-coréens vendent des biens et des matières premières à des intermédiaires et à d'autres courtiers à des prix bien en-dessous de ceux du marché, ce qui fournit une incitation commerciale à acheter des biens nord-coréens. Cette pratique a été documentée dans le cadre de l'exportation de minéraux. Par exemple, une analyse détaillée des données commerciales concernant l'exportation de charbon anthracite par la Corée du Nord à la Chine entre 2014 et 2017 révèle des prix constamment en-dessous de ceux du marché pour ces exportations.
- **Services des technologies de l'information (IT) :** La Corée du Nord vend toute une gamme de services et produits IT à l'étranger, y compris des services de développement de sites web et d'applications, des logiciels de sécurité et des logiciels d'identification biométrique avec des applications pour les secteurs militaires et policiers. Les entreprises nord-coréennes brouillent les pistes en utilisant un large éventail de tactiques, notamment le recours à des sociétés de façade, des noms d'emprunt et des ressortissants de pays tiers qui font office d'intermédiaires. Par exemple, des entreprises nord-coréennes profitent parfois de l'anonymat qu'offrent les sites de travail en freelance pour vendre leurs services IT à l'insu des acheteurs.

## **II. Risques accrus de travailleurs nord-coréens à l'étranger et indicateurs potentiels**

### **A. Risques accrus de travailleurs nord-coréens à l'étranger qui génèrent des revenus au bénéfice du gouvernement de Corée du Nord**

#### Secteurs

Le gouvernement nord-coréen exporte un grand nombre de travailleurs pour accomplir un seul contrat dans plusieurs secteurs, notamment la confection, le bâtiment, la fabrication de chaussures, l'hôtellerie, les services des technologies de l'information, l'exploitation forestière, le secteur médical, les produits pharmaceutiques, la restauration, la transformation de fruits de mer, le textile et la construction navale.

#### Répartition géographique

En 2017 et 2018, les ouvriers travaillant pour le compte du gouvernement de Corée du Nord étaient présents dans les pays et juridictions listés ci-dessous<sup>2</sup>. La Chine et la Russie continuent d'héberger plus de travailleurs nord-coréens que l'ensemble des autres pays et juridictions combinés.

- |              |            |                                    |
|--------------|------------|------------------------------------|
| • Algérie    | • Cambodge | • République démocratique du Congo |
| • Angola     | • Chine    |                                    |
| • Bangladesh |            |                                    |
| • Belarus    |            |                                    |

<sup>2</sup> Le Département d'État fait régulièrement rapport dans ses rapports annuels sur les pays et les secteurs recevant des travailleurs venant de Corée du Nord, notamment dans les [Rapports sur les pratiques des pays en matière de droits de l'homme](#) et les [Rapports sur la traite des personnes](#). Qui plus est, diverses ONG ont réalisé d'importantes recherches et publié des rapports sur ce sujet. Il s'agit notamment du [Database Center for North Korean Human Rights](#), de l'[ASAN Institute](#), [C4ADS](#), et du [Comité pour les droits de l'homme en Corée du Nord](#)

- Guinée équatoriale
- Éthiopie
- Ghana
- Guinée
- Indonésie
- Kirghizstan
- Koweït
- Laos
- Libye
- Mali
- Malaisie
- Mongolie
- Mozambique
- Namibie
- Népal
- Nigeria
- Oman
- Pérou
- Pologne
- Qatar
- République du Congo
- Russie
- Rwanda
- Sénégal
- Singapour
- Tanzanie
- Taiwan
- Thaïlande
- Ouganda
- Émirats arabes unis
- Uruguay
- Vietnam
- Zambie
- Zimbabwe

## B. Indicateurs potentiels d'ouvriers nord-coréens travaillant à l'étranger<sup>3</sup>

- **Salaires** : Les indicateurs caractéristiques peuvent être les suivants : l'employeur retient les salaires, applique des déductions salariales non raisonnables et effectue des paiements en retard et procède à des paiements en nature. Dans certains cas, les ouvriers qui génèrent des recettes pour le gouvernement reçoivent leur salaire en liquide et remettent une somme forfaitaire au gouvernement nord-coréen à leur retour.
- **Contrats** : Les ouvriers travaillant au bénéfice du gouvernement sont typiquement engagés sur la base de contrats de deux à cinq ans qui requièrent le paiement préalable d'une somme importante au gouvernement nord-coréen (allant, selon les témoignages, jusqu'à 30 % du montant total du contrat).
- **Logement** : Les ouvriers vivent souvent dans des conditions insalubres et dangereuses arrangées par l'employeur, et payent parfois des montants excessifs pour ces logements. Les ouvriers travaillant pour le compte du gouvernement habitent généralement dans les logements collectifs et sont isolés des travailleurs d'autres nationalités.
- **Contrôle des ouvriers** : Les ouvriers n'ont souvent pas accès à des comptes bancaires et ne les contrôlent pas. Les employeurs gardent les passeports et/ou confisquent ou détruisent les documents personnels des travailleurs (leurs visas par exemple). Les ouvriers générant des recettes pour le compte du gouvernement nord-coréen possèdent généralement des documents officiels, notamment des passeports émis par le gouvernement (contrairement aux réfugiés et demandeurs d'asile qui ne possèdent généralement pas ce type de documents). Comme c'est le cas pour beaucoup de victimes de travail forcé, ces documents – ainsi que les visas et permis de travail – sont parfois confisqués par les employeurs ou les recruteurs. Les ouvriers travaillant au bénéfice du gouvernement n'ont que peu ou pas du tout de congés et doivent participer à des séances d'autocritique obligatoires.
- **Manque de transparence** : Les détails du contrat sont souvent cachés et les transactions financières sont effectuées de telle manière qu'il est difficile de déterminer qui est le bénéficiaire final. De plus, la Corée du Nord limite fréquemment les inspections des lieux de travail par des tiers. Les travailleurs générant des recettes pour le gouvernement nord-coréen ne peuvent en général pas être interviewés sans la présence d'un « chaperon ».

## III. Bonnes pratiques en matière de diligence raisonnable

Il est recommandé aux entreprises qu'elles examinent attentivement l'ensemble de leur(s) chaîne(s) d'approvisionnement pour détecter toute présence de main d'œuvre, biens, services ou technologie nord-coréens et adopter les bonnes pratiques qui s'imposent en matière de diligence raisonnable. Cela s'applique particulièrement aux entreprises qui effectuent des opérations dans des pays à risque ou qui sont actives dans des secteurs à risque. Alors que les pratiques en matière de diligence raisonnable varient selon la taille et la nature de l'entreprise, des politiques et pratiques de diligence raisonnable dûment documentées peuvent constituer un facteur atténuant lorsque que le gouvernement des États-Unis détermine les mesures à appliquer en cas de non-conformité. Pour des recommandations spécifiques concernant les pratiques de diligence raisonnable et les facteurs potentiellement atténuants, veuillez consulter le document [DHS Q&A](#), en particulier

---

<sup>3</sup> Les indicateurs à la section B peuvent d'appliquer tant aux travailleurs nord-coréens générant des revenus pour le gouvernement nord-coréen qu'aux réfugiés et aux demandeurs d'asile nord-coréens, sauf s'il est précisé autrement.

la question 8, ainsi que les lignes directrices de l'OFAC pour l'application de sanctions économiques ([31 C.F.R Part 501, Annexe A](#)).

#### **IV. Pénalités pour violation des sanctions et mesures d'application**

Les personnes et entités doivent être conscientes des conséquences potentielles auxquelles elles s'exposent si elles ont recours à des pratiques interdites ou passibles de sanctions, ou si elles facilitent de telles pratiques.

L'OFAC enquête sur les violations apparentes de ses réglementations et dispose de l'autorité d'application tel que stipulé dans ses lignes directrices sur l'application de sanctions économiques ([31 C.F.R Part 501](#), Annexe A). Les personnes qui enfreignent les sanctions imposées par les États-Unis contre la Corée du Nord peuvent s'exposer à des pénalités monétaires civiles s'élevant soit au double de la valeur de l'opération sous-jacente soit à 295 141 dollars des États-Unis par violation, selon le montant le plus élevé, à des poursuites pénales, ou aux deux.<sup>4</sup> Pour de plus amples informations sur les pouvoirs de l'OFAC en matière de répression, les Directives sur l'application des sanctions économiques et les pénalités civiles récemment imposées, veuillez consulter le [Centre de ressources de l'OFAC](#).

Le service des Douanes et de la protection des frontières (CBP) et le service d'Immigration et des douanes des États-Unis (ICE) veillent au respect de l'interdiction d'importer des biens fabriqués en ayant recours au travail forcé en émettant des mesures d'application civiles et pénales, respectivement. Lorsque le CBP découvre des preuves de recours interdit à une main d'œuvre nord-coréenne, il refuse l'importation des biens, ce qui peut donner lieu à des pénalités civiles ainsi qu'à la saisie et à la confiscation des biens concernés, selon le cas. Le bureau des enquêtes en matière de sécurité intérieure (Homeland Security Investigations, HSI), un service relevant d'ICE, collabore avec le CBP sur ce type de mesures d'application et peut lancer des enquêtes pénales concernant l'importation de ces biens interdits à l'encontre de personnes ou de corporations pour leur rôle dans l'importation de biens interdits aux États-Unis en violation de la législation. Les lois concernées comprennent notamment les législations [18 U.S.C. 1761](#), [18 U.S.C. 545](#) et [18 U.S.C. 1589](#). Une condamnation en vertu de ces lois peut donner lieu à des peines d'emprisonnement, à des amendes et à la confiscation de tout bien importé ainsi que des produits de ces crimes.

#### **V. Activités pouvant donner lieu à une désignation par l'OFAC**

L'OFAC a compétence pour imposer des sanctions à l'encontre de toute personne ayant notamment été identifiée comme :

- active dans les secteurs suivants en Corée du Nord : construction, énergie, services financiers, pêche, technologies de l'information, fabrication, secteur médical, extraction minière, textile et transport ;
- ayant pris part à une ou plusieurs importation(s) ou exportation(s) importante(s) de tout bien, service ou technologie en provenance ou à destination de Corée du Nord ;
- ayant été impliquée – en tant que participant, facilitateur ou responsable – dans des atteintes aux droits de l'homme ou des violation des droits de l'homme perpétrés par le gouvernement de la Corée du Nord, par le Parti des travailleurs de Corée du Nord ou par toute autre personne agissant pour le compte ou le bénéfice de l'une de ces entités ;
- ayant été impliquée – en tant que participant, facilitateur ou responsable – dans l'exportation de travailleurs en provenance de Corée du Nord, y compris des exportations visant à générer des recettes pour le gouvernement de la Corée du Nord ou pour le Parti des travailleurs de Corée du Nord ;

---

<sup>4</sup> Conformément à la Sec. 701 de la loi publique 114-74 dite *Federal Civil Penalties Inflation Adjustment Act Improvements Act* [Loi fédérale améliorant la loi d'ajustement sur l'inflation des pénalités au civil] de 2015, l'OFAC a ajusté le montant ses pénalités monétaires au civil le 1<sup>er</sup> août 2016, le 10 février 2017 et le 19 mars 2018, et procèdera à un tel ajustement sur une base annuelle.

- ayant vendu, fourni, transféré ou acheté, directement ou indirectement, en provenance ou à destination de la Corée du Nord – ou de toute personne agissant pour le compte ou le bénéfice du gouvernement de la Corée du Nord ou du Parti des travailleurs de Corée du Nord – du métal, du graphite, du charbon ou des logiciels, lorsque tout revenu ou bien reçu peut bénéficier au gouvernement de la Corée du Nord ou au Parti des travailleurs de Corée du Nord.

De plus, si le secrétaire au Trésor, en consultation avec le secrétaire d'État, détermine qu'une institution financière étrangère a sciemment effectué ou facilité une opération commerciale importante avec la Corée du Nord, ou a sciemment effectué ou facilité une transaction importante au nom d'une personne désignée dans un décret présidentiel portant sur la Corée du Nord, ou dans le décret présidentiel 13382 portant sur les activités en lien avec la Corée du Nord, cette institution peut, parmi d'autres restrictions potentielles, perdre sa capacité à maintenir un compte de correspondant aux États-Unis.

## **VI. Ressources concernant les sanctions contre la Corée du Nord**

Pour plus d'informations sur les sanctions de l'OFAC, veuillez consulter le document [North Korean Sanctions Regulations, 31 C.F.R. Part 510](#). Pour des questions ou problèmes concernant les réglementations et exigences en matière de sanctions, y compris pour divulguer une violation potentielle des réglementations américaines en matière de sanctions, veuillez contacter le numéro vert de l'OFAC pour les questions de conformité (1-800-540-6322) ou écrire à [OFAC\\_Feedback@treasury.gov](mailto:OFAC_Feedback@treasury.gov). Pour soumettre à l'OFAC une demande de permis spécifique, veuillez consulter <https://licensing.ofac.treas.gov/Apply/Introduction.aspx>.

Le document [DHS Q&A](#) se concentre sur le [Titre III Section 321 \(b\) de la loi CAATSA](#), qui concerne l'importation de marchandises produites par des citoyens ou ressortissant nord-coréens. La loi CAATSA réitère la nécessité pour les entreprises américaines impliquées dans l'importation de marchandises – ainsi que pour les entités agissant en leur nom – d'assurer une diligence raisonnable et complète. Lorsqu'une entreprise importe des biens aux États-Unis, elle devrait examiner attentivement les différents risques liés à sa chaîne d'approvisionnement et prendre des précautions raisonnables à cet égard.

Les importateurs ont l'obligation de faire preuve d'une prudence raisonnable et d'entreprendre toutes les démarches nécessaires et appropriées pour s'assurer que les biens entrant aux États-Unis respectent l'ensemble des lois et réglementations. Pour aider les importateurs à comprendre ces obligations, le CBP a récemment mis jour et publié un document de sensibilisation aux exigences de conformité ([What Every Member of the Trade Community Should Know: Reasonable Care](#)). Le CBP a également publié sept fiches techniques sur plusieurs sujets en lien avec le travail forcé, y compris le document [Forced Labor – Importer Due Diligence](#). Ces publications sont également disponibles sur le site [CBP.gov](http://CBP.gov).

Le [Responsible Sourcing Tool](#), financé par le département d'État, est une plateforme en ligne comportant des ressources utiles pour aider les contractuels travaillant avec le gouvernement fédéral les responsables des achats et les entreprises à identifier, prévenir et combattre les risques de traite des personnes dans leurs chaînes d'approvisionnement mondiales. Le site contient des informations sur les secteurs et les matières premières particulièrement exposés au risque de contrebande ou d'activité connexes, ainsi que dix outils de gestion des risques et une série d'outils spécifiques à l'industrie des fruits de mer.

## Annexe 1

### **Vue d'ensemble des interdictions concernant les chaînes d'approvisionnement passibles de sanctions contre la Corée du Nord**

Les États-Unis et les Nations Unies maintiennent un régime de sanctions ferme à l'encontre de la Corée du Nord. Ce qui suit est un rapide tour d'horizon de ces interdictions, mais toute personne ou entité prenant connaissance de cet avis est encouragée à s'assurer qu'elle comprenne pleinement toutes ses obligations en matière de sanctions, dans toutes les juridictions dans lesquelles elle opère, dans son domaine d'activité. Il convient de préciser que cette section a été mise à jour au moment de la publication de cet avis et que les informations les plus récentes peuvent être trouvées sur les sites web listés dans les notes de bas de page.

#### Les États-Unis interdisent, notamment<sup>5</sup> :

- toute transaction ou opération impliquant le gouvernement de la Corée du Nord ou le Parti des travailleurs de Corée du Nord ;
- l'exportation ou la réexportation, de manière directe ou indirecte, par les États-Unis, ou par un ressortissant des États-Unis où qu'il se trouve, de tout bien, service ou technologie à destination de la Corée du Nord ;
- l'importation aux États-Unis, de manière directe ou indirecte, de tout bien, service ou technologie en provenance de la Corée du Nord ;
- aux navires et aéronefs s'étant rendus en Corée du Nord au cours de six derniers mois, ou ayant participé à des transferts avec de tels navires, d'entrer aux États-Unis ;
- de nouveaux investissements en Corée du Nord par un ressortissant des États-Unis, où qu'il se trouve ;
- toute forme d'approbation, de financement, de facilitation ou de garantie par un ressortissant des États-Unis, où qu'il se trouve, portant sur une transaction réalisée par un ressortissant étranger lorsque la transaction réalisée par le ressortissant étranger serait interdite si elle était effectuée par un ressortissant des États-Unis ou si elle était effectuée aux États-Unis ;
- l'importation aux États-Unis de tout bien, article ou marchandise extrait, produit ou fabriqué entièrement ou en partie par des citoyens ou ressortissants nord-coréens.

#### Les Nations Unies interdisent les importations suivantes de Corée du Nord<sup>6</sup> :

- |  |                              |                           |
|--|------------------------------|---------------------------|
| • Charbon                                  | • Plomb et minerais de plomb | • Minerai de titane       |
| • Textile                                  | • Cuivre                     | • Métaux des terres rares |
| • Fruits de mer, y compris droits de pêche | • Nickel                     | • Minerai de vanadium     |
| • Fer et minerai de fer                    | • Zinc                       | • Statues et monuments    |
|  | • Or                         |                           |
|  | • Argent                     |                           |

<sup>5</sup> Ces interdictions s'appliquent aux transactions effectuées par une personne des États-Unis ou se trouvant aux États-Unis, y compris les transactions transitant par le système financier des États-Unis. Ces interdictions ne s'appliquent toutefois pas aux transactions exemptées. Ce document est un document explicatif qui n'a pas force de loi. Il ne complète ni ne modifie les autorités statutaires, décrets ou règlements. Pour de plus amples renseignements sur les interdictions de l'OFAC concernant la Corée du Nord, veuillez consulter le site [www.treasury.gov/ofac](http://www.treasury.gov/ofac)

<sup>6</sup> Tous les États membres de l'ONU ont une obligation juridique de mettre en œuvre les mesures de sanction imposées par les résolutions du Conseil de sécurité (UNSCR). Lesdites résolutions concernant la Corée du Nord sont disponibles sur le site Web du Comité 1718 à l'adresse suivante : <https://www.un.org/sc/suborg/en/sanctions/1718>.

- Armes conventionnelles
- Produits alimentaires et agricoles
- Machines
- Équipement électrique
- Terre et pierres, notamment
- magnésium et magnésite
- Bois
- Navires

**Coentreprises :** La résolution 2375 du Conseil de sécurité des Nations Unies exige que tous les États membres interdisent, à de très rares exceptions, toute coentreprise avec des entités ou personnes nord-coréennes, qu'elles soient nouvelles ou déjà existantes.

**Travail :** La résolution 2397 du Conseil de sécurité de Nations Unies exige que tous les États membres rapatrient, à de très rares exceptions, tout ressortissant nord-coréen percevant un salaire dans un délai de 24 mois à partir du 22 décembre 2017.

## Annexe 2

### Coentreprises en Corée du Nord

**REMARQUE :** cette annexe liste les coentreprises ayant opéré ou opérant actuellement en Corée du Nord et créées avant 2016. Cela ne constitue pas une liste complète des coentreprises nord-coréennes existant actuellement. Il ne s'agit pas d'une « liste des sanctions ». Si certaines des entités listées ici peuvent être des entités dont le patrimoine et les intérêts relatifs sont bloqués, l'inclusion dans cette liste ne signifie pas que l'OFAC ait déterminé que ces entités répondent aux critères de désignation dans le cadre des programmes de sanctions. Les personnes faisant l'objet de sanctions figurent dans la liste « Specially Designated Nationals and Blocked Persons » de l'OFAC ainsi que dans d'autres listes de sanctions, qui peuvent être trouvées [ici](#).

Secteur	Nom de la coentreprise
<b>Agriculture et élevage</b>	
1	Naso'n City Kilso'ng Agricultural Development Liability Limited Company (SARL de développement agricole)
2	Naso'n T'aehwa Company (entreprise)
3	U'np'ung Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Animation</b>	
1	Pyongyang Tongmyo'ng Publishing Joint Venture (coentreprise de publication)
<b>Aquaculture</b>	
1	Changch'o'ng Ku'mhwa Aquaculture Co., Ltd. (SARL d'aquaculture)
2	Chungjo Segi Industrial Development Cooperative Company (société coopérative de développement industriel)
3	Hu'iwo'n Joint Venture Company (coentreprise)
4	Korea Chasu'ng Aquaculture Cooperative Company (société coopérative d'aquaculture)
5	Korea Naso'n Kyeso'ng Processing Trade Company (entreprise de commerce de traitement)
6	Koryo' Ch'angp'yo'ng Joint Venture Company (coentreprise)
7	Koryo' Songyo'ng Joint Venture Company (coentreprise)
8	Najin Paekyang Trading Company (entreprise commerciale)
9	Najin-U'nhang Company (entreprise)
10	Pyongyang Su'ngbok Joint Venture Company (coentreprise)
11	So'ngo'p Aquaculture Cooperative Company (société coopérative d'aquaculture)
12	Such'aebong Export Aquatic Product Cooperative (société coopérative d'exportation de produits aquatiques)
13	Su'ngni So'ngnyong Cooperative Company (société coopérative)
14	Taeho Cooperative Company (société coopérative)
15	Yunyang Aquaculture Cooperative Company (société coopérative d'aquaculture)
16	Yunyang Fish Meal Processing Co., Ltd. (SARL de transformation de farine de poisson)
<b>Matériaux de construction</b>	
1	Ch'o'ngsong Cooperative Company (société coopérative)

2	Korea International So'nch'un Company (Également Bureau du représentant de la Chambre de commerce de la ville de Hunchun)
3	Korea Potonggang Building Material Joint Venture Company
4	Korea T'aehwa Joint Venture Company (coentreprise)
5	Korea Tongbaek Building Material Factory (usine de matériel de construction)
6	Korea Wo'njo Building Material Joint Venture Company(coentreprise de matériel de construction)
7	Korea Yo'nggwang Furniture Joint Venture Company (coentreprise de mobilier)
8	Ku'myang Joint Venture Company (coentreprise)
9	Milyo'ng Joint Venture Company (coentreprise)
10	Naso'n Sambong Building Material Company (entreprise de matériel de construction)
11	No. 8 Trading Company of Korea General Pine Mushroom Trading Corporation (entreprise de commerce de champignon de pin)
12	Potonggang Construction and Decoration Materials Joint Venture Company(coentreprise de matériel de construction et de décoration)
13	Sinil-Manbang Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Services aux entreprises</b>	
1	Beijing Changfeng Industry Company Representative Office in Pyongyang (Bureau du représentant de l'entreprise industrielle de Changfeng Beijing à Pyongyang)
2	China Minmetals Corporation Representative Office in North Korea (Bureau du représentant de (China Minmetals en Corée du Nord) (
3	Chojung Investment Cooperation and Trading General Company (entreprise générale de commerce et de coopération en matière d'investissement)
4	Jilin Province Changfeng Industry and Trading Co., Ltd. Office in North Korea (Bureau en Corée du Nord de la SARL de commerce et d'industrie de Changfeng pour la Province de Jilin)
5	Jilin Province General Trading Representative Office in Pyongyang Municipality( Bureau du représentation commercial général de la province de Jilin dans la municipalité de Pyongyang)
6	Jilin Province Songhua River Trading Co., Ltd. Office in Pyongyang Municipality ( Bureau de la SARL dans la municipalité de Pyongyang)
7	Liaoning Foreign Trade Representative Office in North Korea (Bureau de liaison du représentant des échanges commerciaux étrangers en Corée du Nord)
8	Pyongyang Office of Yanbian Tianchi Industrial and Trading Co., Ltd. (Bureau de la SARL à Pyongyang)
9	Representative Office in Pyongyang (Bureau du représentant à Pyongyang)
10	SINOTRANS Representative Office in North Korea (Bureau du représentant en Corée du Nord)
<b>Tapis</b>	
1	Korea Tibetan Sheep Wool Carpet Co., Ltd. (SARL de tapis de laine de mouton tibétain)
<b>Produits chimiques</b>	
1	Ch'o'ngghu'm Cooperative Company (société coopérative)
2	Ch'o'nsin Joint Venture Company (coentreprise)

3	Korea Taeso'ng [Daesong] Corporation No. 5 Branch Company (filiale)
4	Naso'n Myo'ngju Cosmetics Company (entreprise de produits cosmétiques)
5	Naso'n Ryo'ngso'n Group Company (entreprise)
6	Tonghae Ku'mbima Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Charbon</b>	
1	P'yo'ngmae Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Équipement électrique</b>	
1	Haech'o'n Joint Venture Company (coentreprise)
2	Korea Yo'nso'ngch'o'no'p New Energy Science and Technology Joint Venture Company (coentreprise science et technologie)
3	Koryo' Ch'angmyo'ng New Energy Science and Technology Company (coentreprise science et technologie)
4	Pyongyang Municipality Electric Appliance Joint Venture Company (coentreprise électroménager de la municipalité de Pyongyang)
5	Pyongyang Municipality So'ngsil Electronic Automation Joint Venture Company (coentreprise d'automatisation électronique de la municipalité de Pyongyang)
6	Pyongyang Yaming Lighting Joint Venture Company (coentreprise d'éclairage)
7	Tae'an-Hu'nt'ae Joint Venture Company (coentreprise)
8	Taedonggang Magnetic Material Factory (usine de matériel magnétique)
<b>Engrais</b>	
1	Pyongyang Municipality Ku'mhwi Joint Venture Company (coentreprise)
2	Sangwo'n-Hwiku'm Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Aliments et boissons</b>	
1	Chojung Friendship Furfural Co., Ltd. (SARL)
2	Choso'n Myohyang Honghwa Foodstuff Co., Ltd. (SARL)
3	Hu'mgu'm Joint Venture Company (coentreprise)
4	Korea Naso'n Hongwo'n Trading Company (entreprise commerciale)
5	Korea Naso'n Miyo'n Commerce Company (entreprise commerciale)
6	Korea So'ngan Joint Venture Company (coentreprise)
7	Kukkwang Cooperative Company (société coopérative)
8	Moranbong Juice J-V Corporation (entreprise)
9	Nakwo'n Natural Health Food Company (entreprise d'aliments naturels)
10	Naso'n Beidahuang Friendship Agricultural Company (entreprise agricole)
11	Naso'n City Kilso'ng Tongya Company (entreprise)
12	So'ngsim Cooperative Company (société coopérative)
13	Wo'nbong Cooperative Company (société coopérative)
14	Yanbian Mihyang (Naso'n) Foodstuff Company (entreprise de denrées alimentaires)
<b>Confection de Chaussures</b>	
1	Chinyo'n Shoemaking Industry Joint Venture Company (coentreprise de fabrication de chaussures)

2	Naso'n Shoemaking Industry Joint Venture Company (coentreprise de fabrication de chaussures)
<b>Artisanat</b>	
1	Naso'n Hwanggu'm Delta Trading Company (entreprise commerciale)
2	North P'yo'ngan Province U'njo'ng Handicraft Co., Ltd. (entreprise d'artisanat)
<b>Hôtellerie et accueil</b>	
1	Korea Yo'nggu'm Joint Venture Company (coentreprise)
2	Nangnang Hotel Joint Venture Company (coentreprise)
3	Naso'n Irim Co., Ltd. (SARL)
4	Naso'n Kangdo'k Industrial Company (entreprise industrielle)
5	Naso'n Kil'an Tourism Development Company, Naso'n City Travel (Tourism) Comprehensive Development Company (entreprise de développement touristique)
6	Naso'n Kwangwang [Tourism] Taeji Cooperative Company (société coopérative)
7	Naso'n Namyang Company (entreprise)
8	Pyongyang Samu'i General Service Center (centre de services)
9	Taedonggang Hotel Co., Ltd.(SARL)
<b>Machines industrielles et commerciales</b>	
1	Haech'o'n Joint Venture Company (coentreprise)
2	Najin Taeyang Company (entreprise)
3	Pyongyang Welding Material Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Infrastructure</b>	
1	Naso'n Economic and Trade Development Zone Investment Co., Ltd. (SARL d'investissement)
<b>IT</b>	
1	Morning-Panda Computer Company Limited (SARL informatique)
<b>Bijoux</b>	
1	Pyongyang Gemsy Sewing Machine Joint Venture Company (coentreprise) – machines à coudre)
<b>Logistique</b>	
1	Haehang [Harbor] Joint Venture Company (coentreprise)
2	Korea Naso'n Ch'angnyo'k International Logistics Co., Ltd. (SARL – logistique)
3	Pyongyang Export Supplies Transport Joint Venture Company (coentreprise – transport fournitures d'exportation)
4	Pyongyang Wo'nso'ng Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Produits métalliques</b>	
1	Ch'o'nmasan Joint Venture Company (coentreprise)
2	Korea T'aehwa Joint Venture Company (coentreprise)
3	Naso'n Hangha Company (entreprise)
4	Pyongyang Fire Fighting Apparatus Joint Venture Company (coentreprise – matériel de lutte contre les incendies)
<b>Extraction/minerai</b>	
1	Chakang Province Gold Mine (Mine d'or de la province de Chakang)
2	Changhong Joint Venture Company (coentreprise)
3	Changsaeng Chossi Trading Co., Ltd.( SARL commerciale)

4	Cheil Mining Industry Joint Venture Company (coentreprise minière commerciale)
5	Chojung Changsaeng Pukpang Joint Venture Company (coentreprise)
6	Chojung Joint Venture Suan Mining Industry Company (coentreprise)
7	Ch'o'ngghu'm Mining Industry Liability Limited Company (SARL minière)
8	Ch'o'ngjin, North Hamgyo'ng Province Suso'ngch'o'n Cooperative Company (société coopérative)
9	Ch'o'nwo'n Cooperative Company (société coopérative)
10	Chunggo'n Cho'nsu'ng Mining Industry Co., Ltd. (SARL minière)
11	Democratic People's Republic of Korea Taehu'ng Trading Company (entreprise commerciale)
12	DPRK Paekyang Trading Company (entreprise commerciale)
13	Hukang Joint Venture Company (coentreprise)
14	Hyejung Mining Industry Joint Venture Company (coentreprise minière)
15	Hyesan Ch'ogu'm Joint Venture Company (coentreprise minière)
16	Kaeso'n So'gwang Mining Industry Joint Venture Company (coentreprise minière)
17	Kilp'yo'ng Maanshan Joint Venture Company (coentreprise)
18	Korea Cho'ngyang Joint Venture Company (coentreprise)
19	Korea Hoeryo'ng Mining Cooperative Company (société coopérative minière)
20	Korea Hongso'ng Kaewo'l Lead and Zinc Mining Cooperative Company (société coopérative minière)
21	Korea Hoyung International Mining Industry Liability Limited Company (SARL minière)
22	Korea Ku'mgil Joint Venture Company (coentreprise)
23	Korea Ku'mnyo'ng Tumangang Mining and Trading Cooperative Company (entreprise commerciale et minière)
24	Korea Ku'msan Mining Industry Joint Venture Company (coentreprise minière)
25	Korea Ku'mt'ae Mining Industry Cooperative Company (coentreprise minière)
26	Korea Mokranbong Mineral Cooperative Company (coentreprise minière)
27	Korea Ore Washing Cooperative Company (société coopérative)
28	Korea P'yo'ngsan Fluorite Cooperative Company (société coopérative)
29	Korea Ryobong Nonferrous Metal Joint Venture Company (coentreprise)
30	Korea South Hamgyo'ng Province Tanch'o'n City So'ku-Ri Su'ngni Tungsten Liability Limited Company (SARL - tungstène)
31	Korea Taebong International Mining Industry Co., Ltd. (SARL minière)
32	Korea Taeok Mining Industry Joint Venture Company (coentreprise)
33	Korea To'khyo'n Iron Mine Company (entreprise de minerai de fer)
34	Korea Tongbang Cargo Transportation Joint Venture Company (Beijing)
35	Korea Tongbang Cargo Transportation Joint Venture Company (Liaoning Province) (coentreprise de transport)
36	Korea Unsan Gold Mining Joint Venture Company (coentreprise minière)
37	Korea U'nhae Joint Venture Company (coentreprise)
38	Korea Yo'nggu'm Joint Venture Company (coentreprise)

39	Koryo' Samhwa Graphite Joint Venture Company (Heilongjiang Province) (coentreprise minière - graphite)
40	Koryo' Samhwa Graphite Joint Venture Company (Liaoning Province) (coentreprise minière - graphite)
41	Kukso'ng Joint Venture Company (coentreprise)
42	Ku'mbong Joint Venture Company (coentreprise)
43	Ku'mho Mining Joint Venture Company (Beijing) (coentreprise minière)
44	Ku'mho Mining Joint Venture Company (Jilin Province) (coentreprise minière)
45	Ku'mhwa Technology Cooperative Company (société coopérative)
46	Nakwo'n Ku'mch'ang Cooperative Company (société coopérative)
47	Naso'n Tongni Sand Stone Cooperative Company (société coopérative)
48	O'ryong Graphite Cooperative Company (société coopérative - graphite)
49	Oryong Joint Venture Company (coentreprise)
50	Piryukang Ku'msan Cooperative Company (société coopérative)
51	Pyongyang International Investment Joint Venture Company (coentreprise d'investissement)
52	Sillyo'n Mining Industry Co., Ltd. (SARL minière)
53	Sinu'iju Branch Joint Venture Company of Kangso'ng Trading Company (entreprise commerciale)
54	So'yang Paekku'msan Joint Venture Company (coentreprise)
55	Taegyo'ngch'o'n Mining Industry Joint Venture Company (coentreprise minière)
56	Taehong Joint Venture Company (coentreprise)
57	Taekwang Joint Venture Company (coentreprise)
58	Taeyang Rimbo Joint Venture Company (coentreprise)
59	Titanium Development Cooperative Company (société coopérative minière - titane)
60	Wiwo'n County Industrial Silicon Factory (usine – silicium)
61	Yangbong Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Instruments de musique</b>	
1	Naso'n Wiryong Electronic Musical Instrument Manufacturing Company (entreprise de fabrication d'instruments de musique)
<b>Pétrole et gaz</b>	
1	Korea So'nbong Sinhu'ng Petrochemical Liability Limited Company (SARL pétrochimique)
2	Naso'n Hu'ngnyung Company (entreprise commerciale)
3	Naso'n Pongjo'ng Company (entreprise commerciale)
4	So'nbong Fuel Oil Processing Joint Venture Company (coentreprise pétrolière)
<b>Produits du papier</b>	
1	Pyongyang Anju Packaging Material Factory (usine de matériau d'emballage)
<b>Plastiques</b>	
1	Ch'o'ngjin Metal Cooperative Company (société coopérative - métal)
2	Hu'iwo'n Joint Venture Company (coentreprise)
3	Korea Changch'o'ng Joint Venture Company (coentreprise)
4	Korea Manch'o'n Cooperative Company (coentreprise)

5	Nado Resin Joint Venture Company (coentreprise)
6	Naso'n Hu'mwo'n Company (entreprise commerciale)
<b>Impression et publication</b>	
1	Tongbaek Printing Joint Venture Co., Ltd. (Hong Kong) (coentreprise d'impression)
2	Tongbaek Printing Joint Venture Co., Ltd. (Jiangsu Province) (coentreprise d'impression)
<b>Promotion immobilière</b>	
1	Jilin Province Langtianjiaji Foreign Economic Cooperation Co., Ltd. Office in Naso'n, North Korea (SARL, coopération économique étrangère, bureau de Naso'n, Corée du Nord)
2	Naso'n Kil'an Tourism Development Company, Naso'n City Travel (Tourism) Comprehensive Development Company (entreprise de développement touristique)
3	Naso'n Namyang Company (entreprise commerciale)
4	Naso'n Sindae International Business Center Company
5	So'iso'ng Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Services de réparation</b>	
1	Koryo' Chungso'ng Logistics Company (entreprise logistique)
2	Sambok Transportation Technology Cooperative Company (société coopérative – technologie de transport)
<b>Vente au détail/en gros</b>	
1	Ch'angp'yo'ng Trading Representative Office (Bureau du représentant commercial)
2	Chawo'n Pukhwa Trading Company (entreprise commerciale)
3	China FAW Group Import & Export Co., Ltd. Office in North Korea (SARL Import-Export. bureau en Corée du Nord)
4	Department Store Cooperative Company (Henan Province) (société coopérative)
5	Department Store Cooperative Company (Hong Kong)
6	Jinting Tongda International Trade (Beijing) Co., Ltd. In Pyongyang (SARL)
7	Korea Naso'n Wibong Economic and Trading Company (entreprise commerciale)
8	Najin Market Cooperative Company (société coopérative)
9	Naso'n Wangfute Trading Co., Ltd. (SARL)
10	Pyongyang Municipality Ku'mhwi Joint Venture Company (coentreprise)
11	So'iso'ng Joint Venture Company (coentreprise)
<b>Produits de la pierre et du béton</b>	
1	Naso'n Stone Material Joint Venture Company (coentreprise)
2	Naso'n Yat'ae Building Material Co., Ltd. (SARL – matériaux de construction)
3	Pyongyang Kangdong County Building Material Joint Venture Company (coentreprise - matériaux de construction)
4	Pyongyang Pukpang Building Material Joint Venture Company (coentreprise - matériaux de construction)
5	Yanbian So'ngsin (Naso'n) Building Material Factory (usine de matériel de construction)

<b>Textile et confection</b>	
1	Changch'o'ng Joint Venture Company (coentreprise)
2	Ch'o'ngjin, North Hamgyo'ng Province Myo'nguk Trading Company (entreprise commerciale)
3	Choso'n Kyo'ngcho Joint Venture Company (coentreprise)
4	Choso'n So'ngo'p Company (entreprise commerciale)
5	Choyang Textile Joint Venture Company (coentreprise)
6	Haeyang Knitwear Processing Company (entreprise commerciale de traitement )
7	Hongbong Industrial Development Co., Ltd. (SARL de développement industriel)
8	Hwau'i Logistics Quality Inspection Center (Centre d'inspection de la qualité de la logistique)
9	Inner Mongolia Dagenlai Industrial and Trading Co., Ltd. Pyongyang Municipality Branch (filiale de Pyongyang d'une entreprise commerciale)
10	Korea Changch'o'ng Nonwoven Product Co., Ltd. (SARL)
11	Korea Cho'ngyang Joint Venture Company (coentreprise)
12	Korea Manbok Cooperative Company (société coopérative)
13	Korea Najin Hyesu'ng Company (entreprise commerciale)
14	Ku'mbo Apparel Co., Ltd. (SARL)
15	Nakcho'n Apparel Co., Ltd. (SARL)
16	Naso'n Chohwang (North Korea) International Trading Company (entreprise commerciale)
17	Naso'n City P'unghwa Apparel Co., Ltd. (SARL)
18	Naso'n Myo'nguk Trading Company (entreprise commerciale)
19	Naso'n Ryo'ngso'n Joint Venture Company (coentreprise)
20	So'nwo'n Sock Processing Factory (usine de traitement)
<b>Pneus</b>	
1	Chungjo Ku'mso'ng Tire Rubber Co., Ltd. (SARL)
<b>Tabac</b>	
1	Naso'n Sinhu'ng Tobacco Company (entreprise commerciale - tabac)
2	Pyongyang Baishan Tobacco Liability Limited Company (entreprise commerciale - tabac)
3	Taedonggang Tobacco Co., Ltd. (SARL - tabac)
<b>Services de transport</b>	
1	Korea Cho'ngyang Joint Venture Company (coentreprise)
2	Korea P'yo'ngun Sangae Cooperative Company (société coopérative)
<b>Équipements de transport</b>	
1	Chojung Hapryo'k Hyo'njin Special Purpose Vehicle Manufacturing Joint Venture Company (coentreprise – fabrication de véhicules à utilisation spéciale)
2	Choso'n P'yo'ngjin Bicycle Joint Venture Company (coentreprise - bicyclettes)
3	Haeso'ng Wheeled Machinery Cooperative Company (société coopérative)
4	Korea Ku'mp'yo'ng Joint Venture Company (coentreprise)
5	Korea T'ongda Transportation Cooperative Company (société coopérative - transports)
6	Ku'mgang Vehicle Joint Venture Company (coentreprise - véhicules)

7	P'yo'ngun Chungso'ng Joint Venture Company (coentreprise)
8	Samdaeso'ng Joint Venture Company (coentreprise)
9	Tianjin Digital Commerce Liability Limited Company Representative Office SARL commerce numérique – bureau du représentant)
10	To'kchung Vehicle Cooperative Company (société coopérative - véhicules)
<b>Produits du bois</b>	
1	Tumangang Timber Processing Factory (usine de traitement du bois)
<b>Divers</b>	
1	Haech'o'n Joint Venture Company(coentreprise)
2	Korea Hwich'ang Cooperative Company (société coopérative)
3	Korea Naso'n Sinhu'ng Branch Business Company (filiale)
4	Naso'n Su'ngjin Company entreprise commerciale)

### Annexe 3

#### Répartition par secteur des travailleurs nord-coréens à l'étranger

**REMARQUE :** Cette annexe reprend des données ouvertes concernant les travailleurs nord-coréens dans les pays, juridictions et secteurs mentionnés ci-dessous. Il ne s'agit pas d'une liste exhaustive des pays, juridictions et secteurs concernés. Les entreprises actives dans ces pays, juridictions et secteurs devraient examiner leur chaînes d'approvisionnement pour s'assurer qu'ils respectent les lois américaines. La résolution 2397 du Conseil de sécurité des Nations Unies demande aux États membres des Nations Unies de rapatrier tout ressortissant nord-coréen percevant un salaire dans un délai de 24 mois à compter du 22 décembre 2017. Par conséquent, il est possible que des pays ou juridictions aient entrepris des démarches pour expulser des travailleurs nord-coréens depuis la publication de ces données.

Secteurs	Pays ou juridiction à risque
Agriculture	Pologne Russie
Construction	Algérie Angola Guinée équatoriale Éthiopie Koweït Mali Malaisie Mongolie Namibie Népal Oman Pologne Qatar Russie Sénégal Émirats arabes unis Zimbabwe
Défense & Munitions	République démocratique du Congo Namibie Ouganda
Énergie	Chine
Technologies de l'information	Angola Bangladesh Chine Laos Nigeria Ouganda Vietnam
Cliniques médicales	Angola Cambodge Chine Mongolie Mozambique Népal

	<b>Nigeria</b> <b>République du Congo</b> <b>Tanzanie</b> <b>Ouganda</b>
<b>Services de réparation aux maisons</b>	<b>Russie</b>
<b>Produits de la mer</b>	<b>Chine</b> <b>Mozambique</b> <b>Taiwan</b> <b>Uruguay</b>
<b>Textile et confection</b>	<b>Chine</b>
<b>Bois</b>	<b>Russie</b>